

Département
HAUTE SAVOIE
Canton
FAVERGES
Commune
LA CLUSAZ

2025/138

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté – Egalité – Fraternité

ARRETE

Prescrivant la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme

Monsieur Le Maire de la Commune de LA CLUSAZ,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de l'urbanisme, et notamment les articles L. 153-36 et 37 et les articles L. 153-45 à 48,

Vu la délibération du 24/10/2011 du Conseil communautaire de la Communauté de Commune des Vallées de Thônes approuvant le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 06/04/2017 portant approbation du Plan Local d'Urbanisme (PLU) ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 20/12/2018 portant approbation de la modification simplifiée n°1 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23/05/2019 portant approbation de la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 20/10/2021 portant approbation de la Modification simplifiée n°4 Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19/09/2022 pour mise en compatibilité du PLU,

Vu la mise en compatibilité par arrêté préfectoral du 19/9/2022 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 20/10/2022 portant approbation de la Modification simplifiée n°5 Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 21/12/2023 portant approbation de la Modification simplifiée n°6 Plan Local d'Urbanisme de la commune de La Clusaz ;

Considérant la nécessité d'adapter le PLU au regard des conclusions de l'étude urbaine travaillée en 2022-2023 sur le centre-village par la commune :

- Adaptation des principes d'aménagement de l'OAP du centre-village
- Adaptations réglementaires diverses qui en découlent ;

Considérant que l'adaptation du PLU sur ces points ne relève pas de la procédure de révision dans la mesure où elle n'est pas de nature à :

- changer les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD)
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou naturelle et forestière,

- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages, ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ;
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté

Considérant qu'en application de l'article L153-45 du Code de l'Urbanisme, cette modification entre dans le champ d'application de la procédure de modification simplifiée car elle n'a pas pour effet :

- Soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;
- Soit de diminuer ces possibilités de construire ;
- Soit de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Considérant que la procédure de modification est menée à l'initiative du maire ;

Considérant que la procédure de modification simplifiée doit être notifiée aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la procédure de modification simplifiée nécessite la mise à disposition du public du projet de modification simplifiée n°7 du PLU pendant une durée d'un mois en Mairie de La Clusaz, conformément à l'article L.153-47 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 : la procédure de modification simplifiée n°7 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de La Clusaz est engagée en application des dispositions des articles L.153-36 et suivants du Code de l'urbanisme.

Elle a pour objet de modifier l'OAP n°1 du centre-village, ainsi que le règlement écrit, le règlement graphique, et l'OAP patrimoniale afin d'adapter les principes d'aménagement à l'étude urbaine menée en 2022-2023 par la commune.

Article 2 : En application de l'article L 153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification simplifiée n°7 du PLU sera notifié à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie, la mission régionale de l'autorité environnementale (MRAe) et aux personnes publiques associées visées aux articles L. 132-7 et L. 132-9 du Code de l'urbanisme, avant sa mise à disposition du public. Le cas échéant, les avis seront joints au dossier mis à disposition.

Les modalités de la mise à disposition du public feront l'objet d'une délibération en conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition

A l'issue de cette mise à disposition du public, le maire en présentera le bilan devant le conseil municipal. Le projet de modification simplifiée, éventuellement amendé pour tenir compte des avis qui auront été joints au dossier et des observations du public, sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Article 3 : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté dont l'ampliation est adressée à Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie.

Article 4 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie de la Clusaz pendant 1 mois et publié en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. Une copie du présent arrêté sera adressée à Madame le Préfet.

Article 5 : Le Présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Grenoble situé 2 Place de Verdun 38000 GRENOBLE, dans un délai de deux mois à compter de son affichage en mairie.

Fait à La Clusaz, le 27/03/2025

Le Maire,
Didier THEVENET

